



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
Pôle risques accidentels
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHÉLEMY D'ANJOU

SAINT-BARTHÉLEMY D'ANJOU, le 15 mai 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ANGERS MARLY LOGISTICS INVESTMENTS

Boulevard de la Chantrerie
Parc communautaire pôle 49
49124 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Références : 2024-146_INSP_ANGERS MARLY LOGISTICS INVESTMENTS-St-Barthélemy
d'Anjou_RAP
Code AIOT : 0006304864

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2024 dans l'établissement ANGERS MARLY LOGISTICS INVESTMENTS implanté Boulevard de la Chantrerie Parc communautaire pôle 49 49124 Saint-Barthélemy-d'Anjou. L'inspection a été annoncée le 21/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ANGERS MARLY LOGISTICS INVESTMENTS
- Boulevard de la Chantrerie Parc communautaire pôle 49 49124 Saint-Barthélemy-d'Anjou
- Code AIOT : 0006304864
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

- Entrepôts de matières combustibles

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- REACH
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	État des stocks (servir aux besoins de gestion d'un événement accidentel)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.II - art. 1.4.I	Demande d'action corrective	2 mois
2	État des stocks (répondre aux besoins d'information de la population)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.II - art. 1.4.I	Demande d'action corrective	2 mois
3	État des stocks (plans)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.II - art. 1.4.I	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	État des stocks (mises à jour, inventaire et accessibilité)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.II - art. 1.4.I	Demande d'action corrective	2 mois
6	Niveau d'activité	Arrêté Préfectoral du 19/11/2007, article 1.2.1	Demande d'action corrective	2 mois
7	Produits non autorisés	Arrêté Préfectoral du 19/11/2007, article 1.2.2	Demande d'action corrective	2 mois
8	Situation administrative - rubriques 4321 et 4331	Arrêté Préfectoral du 19/11/2007, article 1.2.1	Demande d'action corrective	2 mois
9	Modifications notables	Code de l'environnement du 01/08/2021, article R181-46-I et II	Demande d'action corrective	2 mois
10	Modification notable	Code de l'environnement du 01/08/2021, article R181-46-I et II	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
11	Situation administrative (rubrique 1510)	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R511-9 et son annexe	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
12	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 19/11/2007, article 7.5.3	Demande d'action corrective	2 mois
15	Moyens de lutte contre l'incendie : exercice	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.II : point 13	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	État des stocks (fiches de données de sécurité)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.II - art. 1.4.I	Sans objet
13	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 19/11/2007, article 7.6.5	Sans objet
14	Propreté des installations	Arrêté Préfectoral du 19/11/2007, article 2.1.4	Sans objet
16	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.II : point 23	Sans objet
17	Effets thermiques sur les tiers	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'inspection, il est constaté des points nécessitant une action de la part de l'exploitant et notamment en ce qui concerne :

- l'établissement d'un état des matières stockées répondant totalement aux 2 objectifs définis à l'article 1.4.I de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017,

- les consignes relatives au confinement des eaux d'extinction (modalités de mise en œuvre localement, de test et de maintenance de la vanne d'isolement),
- la réalisation d'un exercice de lutte contre l'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des stocks (servir aux besoins de gestion d'un évènement accidentel)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.II - art. 1.4.I
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>AM du 11/04/2017 - Annexe V.II - Art. 1.4.I</u></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <p>Ces dispositions sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>La société DHL est l'unique locataire des 6 cellules de stockage d'une surface d'environ 5 000 m² de la plateforme logistique et y entrepose principalement des produits alimentaires secs et liquides et des produits d'hygiène et d'entretien. Depuis la dernière inspection, l'exploitant (SCI ANGERS MARLY LOGISTICS INVESTMENTS) a transmis un dossier de porter à connaissance (PAC) de modifications notables reçu le 31/12/2021 qui est en cours d'instruction (ajout des rubriques 4755-2 et 4801 sous le régime de la déclaration et des rubriques 4755-1, 4510, 4511 et 4741 à un niveau non classé dans l'entrepôt).</p> <p>Les produits stockés dans les cellules sont donc :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des produits combustibles relevant potentiellement des rubriques 1510 (régime E), 1530, 1532, 2662 et 2663, - des liquides potentiellement considérés comme des liquides combustibles (huiles alimentaires) et des solides liquéfiables combustibles (sucre, chocolat...), - des liquides ayant des propriétés similaires à des liquides inflammables (rubrique 4755), - des produits écotoxiques (lessive, assouplissant, liquide vaisselle, eau de Javel) dont les mentions de dangers H400, H410 et H411 peuvent conduire à un classement au titre des rubriques 4510, 4511 et 4741. <p>L'état des stocks actuel est disponible en version électronique. Ce fichier informatique transmis par courriel du 13/3/2024 (version du 06/03/2024) et consulté lors de la visite (version du 26/04/2024) est constitué d'un suivi hebdomadaire ICPE reprenant l'état de situation des quantités présentes par rapport aux quantités autorisées ou déclarées au titre de la législation des ICPE (cf fiches de constat Niveau d'activité et Situation administrative - rubriques 4321 et 4331). Toutefois, <u>il ne permet pas de connaître :</u></p>

- la nature des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage :

> il ne définit pas de grande famille du type "combustibles" ni de sous-familles du type "bois", "carton", "plastiques", "liquides et solides liquéfiables combustibles" dont il a été constaté la présence lors de la visite (les n° des rubriques ICPE et leurs libellés partiels y sont uniquement repris),

> il ne reprend pas les grandes familles de dangers des substances, produits, matières ou déchets présents dans l'entrepôt. Un contrôle par sondage a permis de constater que des produits relevant des familles "inflammables" (avec les sous-familles : liquides, gaz, aérosols) ou "alcools de bouche", "écotoxiques", étaient présents dans l'entrepôt lors de la visite ou la veille de la visite selon l'extrait de la base de données de cette dernière,

- les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage (par cellule) et regroupés dans les familles ou sous-familles précitées. Les quantités présentes par n° des rubriques ICPE autorisées et déclarées y sont uniquement reprises à l'échelle de l'entrepôt. Toutefois, elles sont déclinées par rubrique à l'échelle de la cellule sur le plan associé à l'état des stocks. Il a été rappelé à l'exploitant qu'un produit peut appartenir à plusieurs familles de l'état des stocks. A titre d'exemple, un liquide inflammable est également un produit combustible. Il peut en être également de même pour certains produits "écotoxiques" qui peuvent être également "inflammables".

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Tenir à jour et à la disposition du préfet un état des matières stockées permettant de répondre à l'objectif de servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : État des stocks (répondre aux besoins d'information de la population)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.II - art. 1.4.I

Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées

Prescription contrôlée :

AM du 11/04/2017 - Annexe V.II - Art. 1.4.I

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

Ces dispositions sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2022.

Constats :

Il n'existe pas d'état des stocks spécifique sous format synthétique permettant de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage de l'entrepôt.

Quelques infos sur la nature des matières stockées (alimentaires, vins, brasserie, charbon, produits d'entretien), les numéros des rubriques ICPE et leurs libellés partiels et les quantités présentes sont disponibles dans le plan associé à l'état des stocks actuel. Ce dernier ne répond pas totalement à l'objectif de cette prescription.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Tenir à jour et à la disposition du préfet un état des matières stockées permettant de répondre à l'objectif de répondre aux besoins d'information de la population (un état des stocks sous format synthétique permettant de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage).

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : État des stocks (plans)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.II - art. 1.4.I
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>AM du 11/04/2017 - Annexe V.II - Art. 1.4.I</u></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>[...]</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>[...] Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>[...] Ces dispositions sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>A l'état des stocks actuel sont associés 2 plans ("le plan des dangers stockages" et le plan de la plateforme logistique, version du 5/1/2021) disponibles en version électronique sur le réseau de la société DHL.</p> <p><u>Ces plans ne répondent pas totalement aux objectifs de la prescription.</u> En effet, ils ne précisent pas l'emplacement des familles et de leurs sous-familles de stockage de matières dangereuses (inflammables : gaz, liquides, aérosols, alcools de bouche, écotoxiques,...) avec leurs pictogrammes de dangers et des familles et de leurs sous-familles de stockage des matières non dangereuses (combustibles, liquides et solides liquéfiables combustibles, bois...) présentes au sein de l'entrepôt.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>=> Accompagner l'état des stocks d'un plan général des zones d'activités ou de stockage permettant de répondre aux 2 objectifs de l'art. 1.4.I de l'arrêté ministériel du 11/04/2017.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : État des stocks (mises à jour, inventaire et accessibilité)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.II - art. 1.4.I
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>AM du 11/04/2017 - Annexe V.II - Art. 1.4.I</u></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>

Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

[...]

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

[...]

Ces dispositions sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2022.

Constats :

L'état des stocks actuel est uniquement mis à jour hebdomadairement et n'est donc pas actualisé quotidiennement pour les matières dangereuses et les liquides et solides liquéfiables combustibles.

Il est accessible électroniquement via 2 serveurs de la société DHL. Il n'existe pas de versions papier (de l'état des stocks et des plans associés) mises à disposition sur le site au niveau du poste de garde par exemple.

Lors de l'inspection, l'état des stocks actuel a pu être consulté rapidement depuis un PC et édité.

Les représentants de la société DHL ont indiqué réaliser un inventaire tournant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=>Mettre à jour a minima, de manière quotidienne, l'état des stocks des matières dangereuses et les liquides et solides liquéfiables combustibles.

=> Améliorer l'accessibilité de l'état des stocks et des plans associés en mettant par exemple à disposition des versions papier au poste de garde.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : État des stocks (fiches de données de sécurité)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.II - art. 1.4.I

Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées

Prescription contrôlée :

AM du 11/04/2017 - Annexe V.II - Art. 1.4.I

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

[...]

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité (FDS) pour les matières dangereuses, prévues dans le Code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre

document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.
Ces dispositions sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2022.

Constats :

Les FDS sont disponibles en version électronique par internet.

Un contrôle par sondage a permis de consulter et d'éditer 3 FDS rédigées en français de 2 produits stockés au sein de l'entrepôt (un produit dégraissant et un produit liquide vaisselle disposant notamment de la mention de danger H410 et classés sous la rubrique 4510) et d'un produit stocké en extérieur (bouteilles de CO₂ disposant de la mention de danger H280). Il n'a pas été constaté de désordre particulier concernant l'étiquetage de ces produits lors de la visite.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Niveau d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2007, article 1.2.1

Thème(s) : Situation administrative, Respect des activités et quantités autorisées

Prescription contrôlée :

- Tableau des rubriques de l'article 1.2.1 de l'AP
- Courrier préfectoral du 01/08/2011 actant le bénéfice de l'antériorité suite aux modifications de la nomenclature (rubriques 1530, 1532, 2663-1 et 2663-2)
- Dossier de porter à connaissance de modifications reçu le 31/12/2021 (ajout des rubriques 4755-2 et 4801 sous le régime D et 4755-1, 4510, 4511 et 4741 à un niveau non classé dans l'entrepôt - ajout des rubriques 4718 NC et 1414-3 DC)

Constats :

L'état hebdomadaire du classement ICPE des installations et activités exercées au sein de l'établissement est intégré dans un fichier électronique intitulé "Suivi ICPE Hebdomadaire" constituant l'état des stocks actuel. Un contrôle par sondage des données présentes dans ce fichier au 06/03/2024 et au 26/03/2024 a permis de constater :

- la prise en compte des rubriques autorisées ou déclarées dans l'AP ou dans le PAC reçu le 31/12/2021 et de leurs niveaux maximum pour les rubriques 1510, 4755-2, 4755-1, 4718, 1530 et 2910-A-2,
- l'absence de la prise en compte des niveaux maximum autorisés ou déclarés dans l'AP ou dans le PAC reçu le 31/12/2021 pour les rubriques 4801 (seuil de 50 t retenu au lieu de la quantité maximale déclarée de 100 t), 4510 (seuil de 20 t correspondant au seuil de la déclaration retenu au lieu de la quantité maximale déclarée de 10 t) et 2925 (seuil de 300 kW retenu au lieu de puissance maximale déclarée de 3 000 kW),
- l'absence de l'intégration des rubriques 4511 (seuil maximal déclaré de 10 t), 4741 (seuil maximal déclaré de 20 t) et 1414 (sans seuil),
- que les quantités ou caractéristiques des installations présentes au 06/03/2024 et 26/03/2024 pour toutes les rubriques précitées étaient inférieures aux seuils déclarés par l'exploitant dans ses demandes,
- l'absence de la prise en compte de la rubrique 1532. Toutefois, les quantités présentes en extérieur sont précisées dans le plan associé à l'état des stocks. Aux dates précitées (environ 400 m³) et au jour de l'inspection, les quantités présentes étaient inférieures au seuil de la déclaration (1 000 m³),
- l'absence de la prise en compte des rubriques 4321 et 4331 alors que des produits relevant de ces rubriques selon la base de données utilisée pour établir l'état des stocks étaient présents dans l'entrepôt (cf fiches de constats "produits non autorisés" et "situation administrative - rubriques 4321 et 4331"). Les quantités présentes de ces produits non autorisés étaient inférieures aux seuils du régime de la déclaration de ces 2 rubriques,
- l'absence de la prise en compte du respect de la règle du cumul Seveso seuil haut et seuil bas en particulier la somme Sc (dangers pour l'environnement).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Être en mesure de pouvoir justifier les niveaux d'activité autorisés dans l'AP du 19/11/2007 ou

déclarés dans le dossier de PAC de modifications reçu le 31/12/2021 en intégrant dans l'état de situation ICPE :

- les niveaux maximum autorisés ou déclarés dans l'AP ou dans le PAC reçu le 31/12/2021 pour les rubriques 4801, 4510 et 2925,
- les rubriques 4511, 4741 et 1414,
- la rubrique 1532 pour les stockages extérieurs de palettes,
- l'ensemble des stockages de produits susceptibles d'être présents à un niveau d'activité inférieur aux seuils de la législation des ICPE (rubriques 4xxx...) dont les rubriques 4321 et 4331 sous réserve que leur stockage soit autorisé ou ait fait l'objet d'un porter à connaissance de modification notable,
- le respect de la règle du cumul Seveso seuil haut et seuil bas pour les 3 sommes Sa (dangers pour la santé), Sb (dangers physiques) et Sc (dangers pour l'environnement).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Produits non autorisés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2007, article 1.2.2

Thème(s) : Situation administrative, Respect des produits interdits

Prescription contrôlée :

- Tableau des rubriques de l'article 1.2.1 de l'AP

- Article 1.2.2 : Nature des produits stockés

Les activités de l'entrepôt objet de la présente autorisation consistent au stockage de produits combustibles divers (meubles, vêtements, produits alimentaires hors frais, électroménager, bazar,...).

Le stockage de produits dangereux n'est pas autorisé.

a) produits autorisés

Les produits stockés dans les cellules 1, 2, 3, 4, 5 et 6 sont des produits combustibles, relevant strictement des rubriques 1510, 1530, 2662, 2663.1 et 2663.2.

Les capacités maximales de stockage dans l'entrepôt en cas de stockage de produits répertoriés suivant les deux catégories ci-dessous sont :

- 25 560 t pour des produits combustibles visés par la rubrique 1510,
- 42 600 m³ pour le bois, papier, cartons ou matériaux combustibles analogues, polymères, pneumatiques visés au titre des rubriques 1530, 2662, 2663.

En cas de mélange, les capacités maximales dans l'ensemble de l'entrepôt et chaque cellule suivent les règles de proportionnalité définies dans la demande d'autorisation.

Pour ces rubriques, l'exploitant titulaire de l'autorisation tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que les volumes stockés ne dépassent pas les capacités visées ci-dessus. Lorsqu'il y a plusieurs locataires, l'exploitant tient à jour une synthèse des quantités stockées dans l'ensemble de l'entrepôt.

b) produits non autorisés

Les produits suivants sont interdits sur le site. Il s'agit notamment :

- des liquides extrêmement inflammables de catégorie A,
- des liquides inflammables et des aérosols,
- des matières explosives ou explosibles,
- des acides et des bases,
- des produits comburants,
- des produits toxiques.

- Dossier de porter à connaissance de modifications reçu le 31/12/2021 (ajout des rubriques 4755-2 et 4801 sous le régime D et 4755-1, 4510, 4511 et 4741 à un niveau non classé dans l'entrepôt - ajout

des rubriques 4718 NC et 1414-3 DC)
Constats : <u>Inspection du 3/5/2017</u> Il avait été constaté la présence de palettes d'aérosols et d'alcools de bouche stockées dans les racks de l'entrepôt, la présence de bouteilles pleines de gaz de CO ₂ stockées sur le quai de livraison train. Ces produits n'étaient pas autorisés et/ou étaient susceptibles d'être visés par d'autres rubriques spécifiques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement telles que les rubriques 4320 et 4321 (aérosols) et 4755 (alcool de bouche). L'IIC avait demandé à l'exploitant de ne pas stocker les produits qui n'étaient pas autorisés par l'AP du 19/11/2007. Toute modification relative à la nature des produits entreposés (autre que celle autorisée et visée par les rubriques 1510, 1530, 1532, 2662, et 2663) devait faire l'objet d'une demande au préfet préalable à sa réalisation. Cette demande devait être accompagnée de tous les éléments nécessaires pour apprécier les risques inhérents à la modification et la pertinence des mesures de maîtrise des risques proposées. Elle devait conduire nécessairement à une actualisation des prescriptions de l'AP. <u>Au jour de la visite</u> et selon la base de données utilisée pour établir l'état des stocks <u>étaient présents dans l'entrepôt :</u> - des produits relevant de la rubrique 4331 en quantité très inférieure au seuil de la déclaration (50 t), - <u>des produits relevant de la rubrique 4321 en quantité très inférieure (4,33 t) au seuil de la déclaration (500 t).</u> Toutefois, un contrôle par sondage a permis de constater que plusieurs produits classés sous cette rubrique ne relevaient pas de cette dernière mais de la rubrique 4331 (cf fiche de constat situation administrative rubriques 4321 et 4331). L'exploitant a indiqué qu'il envisageait de déposer un dossier de porter à connaissance pour stocker certains produits dangereux actuellement interdits dans des quantités inférieures aux seuils de déclaration.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : => Stocker uniquement les produits dangereux autorisés par l'AP du 19/11/2007 ou déclarés dans le dossier de porter à connaissance reçu le 31/12/2021 en mettant en place les moyens et les dispositions organisationnelles permettant d'atteindre cet objectif. => Dans le cas contraire, régulariser la situation en transmettant un dossier de porter à connaissance de modifications auprès de monsieur le préfet de Maine et Loire conformément aux dispositions de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Situation administrative - rubriques 4321 et 4331

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2007, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Classement
Prescription contrôlée : - <u>Tableau des rubriques de l'article 1.2.1 de l'AP</u> - <u>Dossier de porter à connaissance de modifications reçu le 31/12/2021 (ajout des rubriques 4755-2 et 4801 sous le régime D et 4755-1, 4510, 4511 et 4741 à un niveau non classé dans l'entrepôt - ajout des rubriques 4718 NC et 1414-3 DC)</u> - <u>Rubrique 4321 actuellement en vigueur :</u> Aérosols « extrêmement inflammables » ou « inflammables » de catégorie 1 ou 2, ne contenant pas de gaz inflammable de catégorie 1 ou 2, ni de liquide inflammable de catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 5 000 t : A 2. Supérieure ou égale à 500 t et inférieure à 5 000 t : D - <u>Rubrique 4331 actuellement en vigueur :</u>

Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.

1. Supérieure ou égale à 1 000 t : A

2. Supérieure ou égale à 100 t et inférieure à 1 000 t : E

3. Supérieure ou égale à 20 t et inférieure à 100 t : DC

- Guide technique : Application de la classification à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (Version mai 2020) sur <https://aida.ineris.fr>

Constats :

Au jour de la visite et selon la base de données utilisée pour établir l'état des stocks étaient présents dans l'entrepôt des produits relevant de la rubrique 4321 en quantité très inférieure (4,33 t) au seuil de la déclaration (500 t).

Toutefois, un contrôle par sondage a permis de constater que plusieurs produits classés sous cette rubrique ne relevaient pas de cette dernière mais de la rubrique 4331. A ce titre, la base de données de l'exploitant ne comporte que la rubrique ICPE associée au produit et ne comporte pas les mentions de dangers du produit.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> **Mettre en place les moyens et les dispositions organisationnelles afin de s'assurer que les produits relevant des rubriques 4321 et 4331 soient correctement classés.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Modifications notables

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/08/2021, article R181-46-I et II

Thème(s) : Situation administrative, Modifications notables

Prescription contrôlée :

- R181-46 du Code de l'environnement

I. Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.

II. Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

- Arrêté préfectoral (AP) du 19/11/2007 et courrier préfectoral du 01/08/2011 actant le bénéfice de l'antériorité suite aux modifications de la nomenclature

Constats :

La société SCI ANGERS MARLY LOGISTICS INVESTMENTS, appartenant au groupe AXA, est l'exploitant titulaire de l'arrêté préfectoral (AP) d'autorisation du 19/11/2007 initialement délivré à la

société PERCIER REALISATION DEVELOPPEMENT(changement d'exploitant acté par récépissé du 15/01/2009). Le groupe AXA a confié la gestion de l'entrepôt à la société COGESTRA. La société DHL est l'unique locataire de l'entrepôt qui a été mise en service en 2008 (6 cellules de stockage d'une surface unitaire inférieure à 6 000 m² représentant une surface de 33 975 m² et un volume de 310 635 m³).

Suite aux modifications de la nomenclature intervenues après l'AP et en particulier celles concernant les rubriques 1510, 1530, 1532, 2662 et 2663, les installations autorisées au titre de la rubrique 1510 relèvent dorénavant du régime de l'enregistrement. L'exploitant n'a pas demandé que ses installations soient gérées via les règles de procédure de l'enregistrement et n'a pas transmis le document visé au D181-15-2bis du Code de l'environnement. L'AP du 19/11/2007 reste donc applicable et le site reste soumis à la procédure d'autorisation environnementale.

Pour mémoire, le courrier préfectoral du 07/07/2014 a acté le remplacement des 2 bassins d'eau incendie existants par 2 réserves incendie de 420 m³ et celui du 14/02/2017 a acté l'installation de 3 auvents destinés à protéger les marchandises de la pluie lors des opérations de transit (installation temporaire de 24 mois) et la réfection du poste de sécurité.

Inspection du 02/05/2017

Il avait été constaté que l'exploitant stockait des produits non autorisés, susceptibles de modifier la nature des dangers inhérents à l'exploitation de l'entrepôt (produits visés par les rubriques 4320 et 4321 (aérosols) et 4755 (alcool de bouche)). Ces modifications n'avaient pas été portées à la connaissance du préfet. Par ailleurs, il avait été noté sur site, la présence de stockages extérieurs divers (palettes bois, conteneurs vides, produits en attente de chargement train) qui n'étaient pas initialement prévus dans le dossier d'autorisation initiale et qui étaient implantés respectivement sur une ancienne aire de parking de véhicules légers du site, sur une aire située en face du local sprinkler et à proximité des aires d'aspiration des réserves d'eau d'incendie). Ces modifications n'avaient pas été portées à la connaissance du préfet. Or, elles étaient susceptibles de modifier la nature des dangers inhérents à l'exploitation de l'entrepôt (risque incendie, effets dominos possibles, stockages susceptibles d'entraver les voies de secours pompiers et l'accessibilité des aires d'aspiration). Enfin, il avait également été constaté que l'installation de distribution et de stockage de gaz inflammables liquéfiés était en exploitation alors que les éléments d'appréciation relatifs à cette modification n'avaient pas été portés à la connaissance du préfet (demande de compléments de l'IIC du 10/12/2015 restée sans réponse). En particulier, l'exploitant n'avait pas transmis les éléments justifiant du respect des exigences réglementaires applicables et notamment des règles d'implantation et les éléments justifiant de la maîtrise des risques et de la pertinence des mesures de prévention des risques. Sur site, il avait été constaté que cette installation de distribution et de stockage de gaz inflammables liquéfiés avait été implantée à proximité de l'entrepôt et du stockage extérieur de palettes sans que l'exploitant se soit assuré que les distances entre les installations soient suffisantes pour éviter les éventuels effets dominos possibles (existent-ils des flux thermiques sur la cuve de gaz ?).

Par courrier reçu le 31/12/2021, l'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance (PAC) comprenant partiellement les éléments demandés (cf fiche de constats Modification notable - Dossier de PAC reçu le 31/12/2021).

Lors de la visite, il a pu être constaté la présence de produits non autorisés relevant des rubriques 4321 et 4331 en quantités inférieures au seuil de classement ICPE et la présence de zones extérieures de stockages de palettes de bois relevant de la rubrique 1532 en quantité inférieure au seuil de classement ICPE. Ces modifications notables n'ont pas été intégrées dans le dossier de PAC reçu le 31/12/2021.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Régulariser la situation (pour les stockages relevant des rubriques 1532 et 4321 et 4331) en transmettant un dossier de porter à connaissance de modifications auprès de monsieur le préfet de Maine et Loire conformément aux dispositions de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Modification notable

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/08/2021, article R181-46-I et II
Thème(s) : Situation administrative, Dossier de PAC reçu le 31/12/2021
Prescription contrôlée : <u>- R181-46 du Code de l'environnement</u> I. Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui : 1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ; 2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ; 3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale. II. Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45. <u>- Arrêté préfectoral (AP) du 19/11/2007 et courrier préfectoral du 01/08/2011 actant le bénéfice de l'antériorité suite aux modifications de la nomenclature</u>
Constats : <u>Par courrier reçu le 31/12/2021</u> , l'exploitant a transmis un dossier de PAC concernant : - l'ajout des rubriques 4755-2 (DC), 4801(D) et 4755-1, 4510, 4511, 4741 (NC). Ces installations sont présentes dans l'entrepôt, - l'ajout des rubriques 4718 (NC) et 1414 (D) au sud du site, - utilisation pérenne des 3 auvents sur la façade est de l'entrepôt lors du déchargement des trains (cf courrier P49 du 14/02/2017 pour 2 ans). <u>Au jour de l'inspection</u> , l'exploitant a confirmé que les auvents ne constituaient pas des entrepôts de stockage (et ne relevaient pas de la rubrique 1510) mais des aires de réception/déchargement des trains avant de rentrer les palettes dans l'entrepôt (3 livraisons par semaine et présence de matières combustibles pendant au maximum une demi-journée). Lors de la visite, il a été constaté la présence de palettes de bières dans ces zones compte tenu de la livraison intervenue par train pendant cette dernière. <u>L'IIC a indiqué à l'exploitant que d'autres points du PAC devaient être complétés.</u> En particulier, le dossier de PAC transmis n'examine pas exhaustivement l'ensemble des critères définis à l'article R181-46 du Code de l'environnement. Certaines installations non représentées sur les plans du PAC ont pu être visualisés (auvents et installations relevant des rubriques 4718 et 1414).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : => Compléter le dossier de porter à connaissance reçu le 31/12/2021 en : - examinant l'ensemble des critères définis à l'article R181-46 du Code de l'environnement, - précisant l'implantation des installations relevant des rubriques 1414 et 4718 (situées au sud de l'entrepôt) et des auvents utilisés pour le déchargement de matières combustibles acheminées par train sur le plan de masse du site, - précisant le classement des installations au titre de la rubrique 1510 et les dispositions réglementaires applicables à chacune des installations suite à l'entrée en vigueur au 01/01/2021 du

décret n° 2020-1169 du 24/9/2020 modifiant les rubriques 1510, 1530, 1532, 2662 et 2663 (cf fiche de constats Situation rubrique 1510),

- précisant le classement des installations au titre de la rubrique 1510 et les dispositions réglementaires applicables (annexe(s) de l'AM du 11/4/2017...) à chacune des installations après mise en œuvre de la modification notable décrite. En particulier, il convient de justifier dans le dossier l'absence de classement des auvents de déchargement au titre de la rubrique 1510,

- les mesures de prévention et de protection mises en place au niveau des auvents afin de limiter notamment un incendie au sein de cette zone et d'éviter la propagation d'un incendie vers l'entrepôt,

- en joignant la revue de conformité des installations par rapport à l'AM du 30/08/10 réalisée (rubrique 1414-3 - D).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Situation administrative (rubrique 1510)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R511-9 et son annexe

Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 1510

Prescription contrôlée :

- Rubrique 1510

Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques :

1. Entrant dans le champ de la colonne « évaluation environnementale systématique » en application de la rubrique 39a de l'annexe de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement : (A-1)

2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :

a) Supérieur ou égal à 900 000 m³ : (A-1)

b) Supérieur ou égal à 50 000 m³ mais inférieur à 900 000 m³ : (E)

c) Supérieur ou égal à 5 000 m³ mais inférieur à 50 000 m³ : (DC)

Un entrepôt est considéré comme utilisé pour le stockage de produits classés dans une unique rubrique de la nomenclature dès lors que la quantité totale d'autres matières ou produits combustibles présente dans cet entrepôt est inférieure ou égale à 500 tonnes.

- Décret n° 2020-1169 du 24/09/2020

- AP du 19/11/2007 : rubrique 1510 (autorisation) pour un volume d'entrepôts de 310 635 m³ (art. 1.2.1)

Constats :

Depuis la dernière inspection de 2017, l'exploitant (SCI ANGERS MARLY LOGISTICS INVESTMENTS) a transmis un dossier de porter à connaissance (PAC) de modifications notables reçu le 31/12/2021 qui est en cours d'instruction (ajout des rubriques 4755-2 et 4801 sous le régime de la déclaration et des rubriques 4755-1, 4510, 4511 et 4741 à un niveau non classé dans l'entrepôt).

Ce dossier intègre un bilan du classement de ses installations au titre des rubriques ICPE suite aux modifications objets du PAC précité et suite à la publication de l'AM du 24/9/2020 ayant modifié l'AM du 11/4/2017 (faisant suite au décret n°2020-1169 du 24/9/2020 qui a modifié la nomenclature en particulier les rubriques 1510, 1511, 1530, 1532, 2662 et 2663).

Selon ce bilan, les installations sont dorénavant :

- NC pour les rubriques 1530, 2663, 4755-1, 4510, 4511, 4741, 4718 ;

- D ou DC pour les rubriques 4755-2, 4801, 1414-3, 2910 et 2925 ;

- E pour la rubrique 1510-2 (volume de l'entrepôt inchangé par rapport à l'AP : 310 635 m³). Pour ces dernières, il ne précise pas les dispositions de l'AM du 11/4/2017 applicables aux installations

existantes et aux installations objets de son dossier de PAC. L'absence de classement au titre de cette rubrique 1510 (pour les auvents de déchargement) n'est pas justifié. Enfin, le classement des installations après la modification de la nomenclature et avant la mise en œuvre de la modification notable n'est pas présent dans le dossier.

Au regard des éléments fournis par l'exploitant lors de la visite et des constats de cette dernière, suite à la parution du décret n° 2020-1169 du 24/09/2020 (et avant la déclaration de modification notable relative aux auvents), le périmètre des installations concernées par la rubrique 1510 n'aurait pas été modifié. Il serait toujours constitué d'un groupe d'installations pourvues d'une toiture dédiées au stockage de matières combustibles (entrepôt de 6 cellules de stockage) représentant un volume de 310 635 m³ (régime modifié : enregistrement).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Confirmer le classement des installations au regard de la rubrique 1510 et les dispositions réglementaires applicables à chacune des installations suite à l'entrée en vigueur au 1/1/2021 du décret n° 2020-1169 du 24/9/2020 modifiant les rubriques 1510, 1530, 1532, 2662 et 2663.

=> Le cas échéant, transmettre une demande de bénéfice des droits acquis qui devra détailler :

- les périmètres des installations régulièrement mises en service des rubriques précitées avant et après l'entrée en vigueur du décret,

- les tonnages de matières combustibles présents dans les installations pourvues d'une toiture (IPD) ou groupe d'IPD. En cas de classement unique sous la rubrique 1510 d'une IPD ou d'un groupe d'IPD, détailler la nature et la quantité des matières stockées (Par exemple : Rubrique 1510 : - groupe d'IPD constitué des bâtiments xxx d'un volume total de xx m³ contenant xx tonnes de matières combustibles relevant potentiellement de la rubrique 1530, zz tonnes de matières combustibles relevant potentiellement de la rubrique 1532 ; - groupe d'IPD),

- l'annexe de l'AM du 11/4/2017 applicable à chacune des installations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2007, article 7.5.3

Thème(s) : Risques accidentels, Vanne d'isolement

Prescription contrôlée :

Toutes mesures doivent être prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

L'entrepôt, les zones de circulation et de stationnement des véhicules, les canalisations et le bassin du réseau de collecte des eaux pluviales polluées doivent être aménagés et équipés de façon à pouvoir recueillir et confiner l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie. Le volume de l'ensemble des confinements doit être au moins égal à 1 900 m³. Toutes les dispositions doivent être prises pour que ce volume soit conservé disponible même en cas d'orage.

La vanne de sectionnement implantée en sortie d'établissement sur le réseau de collecte des eaux pluviales polluées est à fermeture manuelle et automatique asservie à l'installation d'extinction automatique. Ce dispositif doit être maintenu en état de marche et signalé et actionnable en toute circonstance localement à partir d'un poste de commande. Son entretien et sa mise en fonctionnement doivent être définis par consignes.

Constats :

Inspection du 3/5/2017

Il avait été constaté l'existence du bassin d'orage et d'une vanne de sectionnement permettant de contenir les eaux d'incendie dans ce bassin. Un test de fermeture manuelle de la vanne de sectionnement avait été réalisé le jour de la visite d'inspection (bon fonctionnement). La vérification du fonctionnement de la vanne de sectionnement motorisée était réalisée périodiquement par la société AAI. Vu dernier rapport du 3 mai 2017 qui faisait état du bon

fonctionnement de la vanne. Toutefois, sur site, IIC avait constaté la détérioration de la protection du câblage électrique du dispositif de confinement (détérioré par passage d'une tondeuse à gazon). Il avait été noté que le bassin d'orage faisait également l'objet d'une vérification interne annuelle de l'étanchéité. Cependant, cette vérification interne n'était pas formalisée. Aucune consigne définissant la mise en œuvre, le fonctionnement et l'entretien du dispositif de confinement n'avait été établie.

Compte tenu de ce qui précédait, l'IIC demandait à l'exploitant de prendre les mesures correctives nécessaires pour y remédier et assurer le fonctionnement du dispositif de confinement en cas de sinistre. La mise en œuvre et l'entretien du dispositif de confinement devaient être définis par consignes (personnes formées pour la mise en œuvre en manuelle si nécessaire, modalités d'entretien, affichage et signalisation, ...).

Lors de la visite, l'exploitant a confirmé que la vanne d'isolement était asservie au système d'extinction automatique d'incendie (point repris dans une fiche réflexe du plan de défense incendie (PDI)). Elle peut également être fermée automatiquement et manuellement depuis le poste de commande. D'autre part, il a pu être constaté que :

- la vanne d'isolement était en position ouverte selon les voyants disponibles localement. Toutefois, cette vanne n'étant pas visible (outil non disponible pour soulever le regard lors de la visite), ce point n'a pas pu être vérifié avant et après la réalisation des tests suivants : tests positifs (selon les voyants) lors de la fermeture et l'ouverture de la vanne depuis le poste de commande localement (par actionnement de la vanne motorisée),

- la vanne d'isolement n'est pas signalée,

- il n'existe pas de consigne précisant les modalités de mise en œuvre de la vanne d'isolement localement en toutes circonstances (une fiche réflexe est disponible dans le PDI disponible à l'accueil et au poste de garde). Selon l'exploitant, 4 personnes seraient susceptibles de mettre en œuvre cette vanne,

- il n'existe pas de consigne précisant les modalités d'entretien (maintenance préventive et test) de la vanne d'isolement. La fermeture de la vanne (via les voyants sans soulever le regard) et son accessibilité sont vérifiées trimestriellement lors d'audits internes par le responsable HSE du site (les autres personnes susceptibles de manœuvrer la vanne ne participant pas à ces tests). La société AAI effectue des actions de maintenance préventive et de test sur cette vanne périodiquement (dernier compte-rendu d'intervention du 18/12/2023).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> **Signaler la vanne d'isolement du site.**

=> **Définir dans une consigne les modalités de mise en œuvre (automatique et manuelle) localement et d'entretien (maintenance préventive et tests des divers modes possibles par toutes les personnes susceptibles de l'utiliser).**

=> **S'assurer du bon fonctionnement de la vanne d'isolement en réalisant des actions de maintenance préventive et de tests réguliers sur cette dernière conformément à la consigne précitée (les enregistrements associés devront être tenus à la disposition de l'IIC).**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2007, article 7.6.5

Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité et signalement

Prescription contrôlée :

Les moyens de secours, les obturateurs, les vannes de confinement doivent être à la place prévue, signalés et aisément accessibles et en bon état extérieur.

Constats :

Lors du contrôle par sondage des installations, il n'a pas été constaté de désordre particulier concernant la signalisation et l'accessibilité des extincteurs et des RIA dans les cellules de l'entrepôt visitées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Propreté des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2007, article 2.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté des installations
Prescription contrôlée : L'ensemble des installations doit être maintenu propre et entretenu en permanence.
Constats : <u>Inspection du 3/5/2017</u> Il avait été constaté que les installations, côté quai de livraison par train, n'étaient pas propres : présence d'envols de morceaux plastiques sur le sol et les aires végétalisées et l'embranchement fer. L'exploitant avait indiqué que ces bouts de plastiques provenaient des palettes filmées (film plastique déchiré par les lames des engins de manutention). Il avait indiqué procéder au nettoyage régulier des aires extérieures pour supprimer ces envols de plastiques. L'IIC demandait à l'exploitant de maintenir une vigilance particulière sur cette pollution liée aux emballages plastiques et de prendre toutes les mesures correctives supplémentaires nécessaires pour y remédier. <u>Au jour de la visite, il n'a pas été constaté de désordre de cette nature.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Moyens de lutte contre l'incendie : exercice

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.II : point 13
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : <u>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'il n'y avait pas eu d'exercice de défense contre l'incendie depuis au moins 2019.</u>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : => Organiser rapidement un exercice de défense contre l'incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 16 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.II : point 23
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie
Prescription contrôlée : Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au

1^{er} janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.

Le plan de défense incendie comprend :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;
- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en oeuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;
- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;
- les mesures particulières prévues au point 22.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.

Constats :

Un plan de défense incendie (PDI), version 2 du 20/01/2023, est disponible sur le site électroniquement et en version papier au niveau de l'accueil et du poste de garde.

Un contrôle par sondage de l'exemplaire situé au niveau de l'accueil a permis de constater la présence des éléments suivants dans le PDI : plans des utilités, des installations, des moyens de lutte contre l'incendie (RIA, poteaux, extincteurs), des réseaux d'eaux de pluie et de récupération des eaux d'extinction, schéma d'alerte, fiche mission par fonction, fiches réflexes....

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Effets thermiques sur les tiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII

Thème(s) : Risques accidentels, Prévenir les effets thermiques sur les tiers

Prescription contrôlée :

1. Étude des effets thermiques

L'exploitant élabore avant le 1^{er} janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1^{er} janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m². Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque

cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire.

Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.

Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.

2. Mesures à prendre

A.-Lorsque l'étude précitée met en évidence des effets thermiques supérieurs à 8 kW/m^2 en limite de site, l'exploitant met en place, dans les deux ans suivant la date d'échéance de l'élaboration de l'étude et pour toute cellule dont la surface est supérieure à $3\,000 \text{ m}^2$:

[...]

Constats :

Suite à la demande de l'IIC en amont de l'inspection, l'exploitant a transmis, par courriel du 12/03/2024, une modélisation des flux thermiques des incendies de chacune des 6 cellules du site réalisées en mars 2024 avec la méthode Flumilog ainsi que le plan des stockages retenus pour ces dernières (version du 5/1/2021).

Aucun flux de 8 kW/m^2 ne sort des limites du site. Les flux de 3 kW/m^2 des incendies des cellules 2 ou 3 atteignent les limites de propriété au sud-est.

Type de suites proposées : Sans suite